

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2, place du général de Gaulle
CS 71354
68070 Mulhouse Cedex 1

Mulhouse, le 14/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SCHILLIGER BOIS SAS

route du Port Rhénan
68600 Volgelsheim

Références : 0006702667_2025_03_04_Schilliger_Volgelsheim_vi_Pt_chaud
Code AIOT : 0006702667

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2025 dans l'établissement SCHILLIGER BOIS SAS implanté route du Port Rhenan 68600 Volgelsheim. L'inspection a été annoncée le 27/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite prend place dans le contexte de l'action nationale 2025 "Travaux par points chauds", qui vise à prévenir les risques de feu et d'explosion dans les installations où ce risque est important. La visite porte notamment sur les mesures de prévention mises en œuvre accompagnant les travaux, et en particulier dans le cadre de la délivrance des permis d'intervention.

Corpus réglementaire de la visite d'inspection :

- Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCHILLIGER BOIS SAS
- route du Port Rhéna 68600 Volgelsheim
- Code AIOT : 0006702667
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Schilliger Bois SAS exploite d'importantes chaînes de seconde transformation comme le séchage et le rabotage des bois, la production de bois abouté, de lamellé-collé, de panneaux multiple de construction, de panneaux en fibres de bois ainsi que le traitement auto clave et trempage .

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Travaux et points chauds
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Identification des zones à risque	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Demande d'action corrective	1 mois
2	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois
3	Interdiction d'apporter du feu	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Travaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite d'inspection, les non-conformités suivantes sont constatées :

- les zones présentant un danger d'incendie ou d'explosion ne sont pas matérialisées sur le plan,
- l'absence d'affichage de l'interdiction d'apporter du feu sous quelque forme que ce soit ,
- l'absence d'affichage de l'obligation d'utiliser le permis de feu.

Les écarts portant principalement sur des aspects documentaires, l'Inspection propose à ce stade de ne pas faire application des dispositions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement et propose des demandes d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Identification des zones à risque

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Actions nationales 2025, Locaux à risque
Prescription contrôlée : Localisation des risques. L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'exploitant présente un plan du site intitulé "Emplacement des locaux à risque" en date du 13 février 2025. L'exploitant a défini le zonage en fonction des installations et stockages présents sur site. Sur le plan sont mentionnés : <ul style="list-style-type: none">• les armoires électriques hautes tension,• les transformateurs,• les stocks de gaz,• la distribution de gasoil. Le site dispose également d'un plan de circulation et de sécurité, reprenant certaines consignes du règlement intérieur (interdiction de fumer, port des EPI, règles de circulation ...). Les plans sont reportés dans le livret d'accueil de l'entreprise ainsi que dans le règlement intérieur. En revanche, il a été constaté par l'inspection que : <ul style="list-style-type: none">• le zonage et la nature du risque ne sont pas reportés sur le plan,• l'ensemble des risques susceptibles d'être présents sur le site n'est pas mentionné sur le plan (stockage du bois, de solvants, de peinture, présence d'une chaudière, d'un silo, etc.),• la présence des affichages des dangers n'est pas exhaustive à l'entrée des zones à risque, l'interdiction d'apporter du feu n'est pas mentionnée à l'entrée des zones, ni l'obligation d'utiliser le permis de feu. Ces constats constituent des non-conformités vis-à-vis de la prescription susvisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant complète ses affichages et qu'il ajoute sur les plans :

<ul style="list-style-type: none"> la matérialisation des zones susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion ; pour chacune de ces zones, la nature exacte du risque.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consignes d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Consignes d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel [...]</p> <p>Ces consignes d'exploitation précisent autant que besoin : [...] - l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées se déplace dans différents locaux où l'exploitant présente les affichages des consignes d'exploitation et de sécurité. La vérification se fait par échantillonnage et concerne les locaux administratifs, scierie et raboterie. Le document de présentation des consignes de sécurité est également transmis aux prestataires extérieurs (chauffeurs de camions, électriciens, soudeurs etc ...) pour prise en compte. Il est ensuite renvoyé annuellement à l'exploitant (dernière mise à jour en janvier 2025).</p> <p>Les affichages, examinés par sondage par le service d'inspection, comportent l'interdiction de fumer et de vapoter ainsi que des consignes de sécurité et de circulation. Toutefois, le service d'inspection constate que l'obligation de permis d'intervention (permis de feu) n'est jamais précisé sur ces affiches. Ce constat constitue une non-conformité à la prescription susvisée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il convient que l'exploitant complète les affichages et documents existants avec l'ajout de la mention de l'obligation du permis d'intervention et qu'il les affiche dans les lieux fréquentés par le personnel. Un compte rendu de la correction apportée par l'exploitant sera transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Interdiction d'apporter du feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59
Thème(s) : Actions nationales 2025, Interdiction de feu
Prescription contrôlée : L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : - l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;
Constats : Lors des différents contrôles, que ce soit sous forme documentaire (livret d'accueil, règlement intérieur,...) ou sur le terrain (zones à risque,...), le service d'inspection constate que la mention d'interdiction de fumer est toujours présente. En revanche, la mention d'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque n'apparaît pas, ce qui constitue une non-conformité à la prescription susvisée.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il convient que l'exploitant complète les consignes existantes, en ajoutant la mention d'interdiction d'apporter du feu sous quelque forme que ce soit.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Travaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 63
Thème(s) : Actions nationales 2025, Permis de feu
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion mentionnées à l'article 48, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un document ou dossier spécifique comprenant les éléments suivants : - la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ; - l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ; [...] Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du plan de prévention défini aux articles R. 4512-6 et suivants du code du travail, lorsque ce plan est exigé.
Constats : L'exploitant présente à l'inspection un modèle de document intitulé "Permis de Feu, permis de travail par points chauds". Ce document dispose :

- des lieux et nature des travaux (soudure, meulage ...),
- des personnes impliquées (prestataire extérieur, personnels du site),
- des risques particuliers (feu, étincelles ...),
- des consignes particulières (arrosage, EPI, extincteurs supplémentaires).

L'exploitant dispose des archives des 5 dernières années des permis délivrés, que ce soit pour des prestataires extérieurs ou pour son propre personnel. Le service d'inspection a examiné par sondage certains des permis délivrés sans relever d'anomalie.

Les constats effectués ci-dessus n'appellent pas de remarque de la part de l'Inspection.

Type de suites proposées : Sans suite